

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Arrêtent :

Article 1^{er}. Ne sont pas soumises aux dispositions de la loi du 13 août 1986 relative à l'exercice des activités ambulantes, les associations sans but lucratif agréées par le Ministre des Classes moyennes, en vue de l'application de l'article 8, 3^o, de cette loi.

L'agrément est annuelle. Elle ne peut être accordée que pour des manifestations temporaires n'excédant pas au total trente jours par an.

Art. 2. L'agrément doit être demandé au Ministre par lettre recommandée. La demande doit préciser le calendrier des manifestations projetées.

Le calendrier ne peut prévoir plus de deux manifestations par mois, chacune d'elles ne peut excéder quatre jours.

Art. 3. L'agrément est soumise aux conditions suivantes :

1^o les statuts de l'association doivent avoir été publiés aux annexes au *Moniteur belge* depuis deux ans au moins;

2^o les dirigeants de l'association ne peuvent avoir encouru, au cours des dix dernières années, de condamnation pénale, coulée en force de chose jugée, à l'exclusion des condamnations à des peines de police et de celles pour des délits involontaires;

3^o ils doivent s'engager à fournir, en fin d'année, un bilan faisant apparaître que les fonds ont été affectés à la réalisation de l'objet déclaré;

4^o les associations ne peuvent en aucun cas s'adjoindre la collaboration, rémunérée sous quelque forme que ce soit, d'entreprises commerciales, pour l'organisation des manifestations en question.

Art. 4. Le Ministre des Classes moyennes peut demander, en cours d'année, toute information nécessaire en vue de contrôler si le déroulement des opérations est conforme aux conditions du présent arrêté. L'agrément peut être retirée à tout moment ou ne pas être renouvelée en cas de non-respect des conditions prévues au présent arrêté.

Art. 5. Les associations agréées par le Ministre des Finances, en application de l'article 71, § 1^{er}, 4^o, b, d, e et g, et 5^o du Code des Impôts sur les revenus, sont dispensées de prouver qu'elles satisfont aux conditions de l'article 3, 1^o à 3^o, du présent arrêté.

Bruxelles, le 10 août 1987.

Le Ministre des Classes moyennes,
J. BUCHMANN

Le Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes,
G. MUNDELEER

Gelet op het advies van de Raad van State,

Besluiten :

Artikel 1. Zijn niet onderworpen aan de bepalingen van de wet van 13 augustus 1986 betreffende de uitoefening van de ambulante activiteiten de verenigingen zonder winstoogmerk die door de Minister van Middenstand zijn erkend met het oog op de toepassing van artikel 8, 3^o, van die wet.

De erkenning is jaarlijks. Zij mag slechts worden verleend voor tijdelijke manifestaties die in totaal dertig dagen per jaar niet overschrijden.

Art. 2. De erkenning moet aan de Minister per aangetekende brief worden gevraagd. Het tijdschema van de voorgenomen manifestaties moet nauwkeurig worden vermeld in de aanvraag.

Het tijdschema mag niet voorzien in meer dan twee manifestaties per maand. De duur van een manifestatie mag vier dagen niet overschrijden.

Art. 3. De erkenning is onderworpen aan de volgende voorwaarden :

1^o de statuten van de vereniging moeten in de bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad* zijn bekendgemaakt sinds ten minste twee jaar;

2^o de bestuursleden van de vereniging mogen in de loop van de laatste tien jaar geen veroordeling tot straf hebben gekregen die in kracht van gewijsde is gegaan, met uitsluiting van veroordelingen tot politiestrafpen en van veroordelingen wegens onopzettelijke misdrijven;

3^o zij moeten zich ertoe verbinden op het einde van het jaar een balans voor te leggen waaruit blijkt dat de gelden werden aangewend voor de verwezenlijking van het aangegeven doel;

4^o de verenigingen mogen voor het organiseren van de bedoelde manifestaties in geen geval de medewerking van handelsondernemingen inschakelen, ongeacht de vorm waarin die wordt bezoldigd.

Art. 4. De Minister van Middenstand kan in de loop van het jaar alle nodige informatie vragen om na te gaan of de verrichtingen verlopen overeenkomstig de voorwaarden van dit besluit. De erkenning kan bij niet-naleving van de in dit besluit bepaalde voorwaarden steeds worden ingetrokken of niet verlengd.

Art. 5. De verenigingen die door het Ministerie van Financiën zijn erkend met toepassing van artikel 71, § 1, 4^o, b, d, e en g, en 5^o, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, hoeven niet te bewijzen dat zij voldoen aan de voorwaarden van artikel 3, 1^o tot 3^o, van dit besluit.

Brussel, 10 augustus 1987.

De Minister van Middenstand,
J. BUCHMANN

De Staatssecretaris voor Middenstand,
G. MUNDELEER

F 87 — 2150

30 SEPTEMBRE 1987. — Arrêté ministériel concernant l'autorisation d'exercer des activités ambulantes

Le Ministre des Classes moyennes et le Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes,

Vu la loi du 13 août 1986 relative à l'exercice des activités ambulantes, notamment l'article 6;

Vu l'avis de la Commission chargée du contrôle et de l'étude de la simplification et de la réduction des obligations et formalités administratives, applicables aux petites et moyennes entreprises et aux travailleurs indépendants;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 juin 1987;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Arrêtent :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Les demandes en obtention, en remplacement, en modification ou en renouvellement de l'autorisation d'exercer des activités ambulantes autres que celles visées à l'article 1^{er}, 2^o ou 4^o, de l'arrêté royal du 6 août 1987 déterminant les dérogations à l'interdiction de certaines activités ambulantes, doivent être adressées au

N. 87 — 2150

30 SEPTEMBER 1987. — Ministerieel besluit betreffende de machtiging tot het uitoefenen van de ambulante activiteiten

De Minister van Middenstand en de Staatssecretaris voor Middenstand,

Gelet op de wet van 13 augustus 1986 betreffende de uitoefening van de ambulante activiteiten, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op het advies van de Commissie belast met de controle en de studie van de vereenvoudiging en de vermindering van de administratieve verplichtingen en formaliteiten opgelegd aan de kleine en middelgrote ondernemingen en aan de zelfstandigen;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 16 juni 1987;

Gelet op het advies van de Raad van State,

Besluiten :

Artikel 1. § 1. De aanvragen tot het verkrijgen, het vervangen, het wijzigen of het vernieuwen van de machtiging voor andere ambulante activiteiten dan die bedoeld in artikel 1, 2^o of 4^o, van het koninklijk besluit van 6 augustus 1987 tot vaststelling van de afwijkingen op het verbod van bepaalde ambulante activiteiten moeten

Ministère des Classes moyennes. Elles doivent l'être par l'intermédiaire de l'administration communale de la résidence principale du demandeur, au moyen du formulaire mis à la disposition de cette administration par le Ministère des Classes moyennes.

La demande émanant d'une personne qui n'a pas de résidence en Belgique est introduite par le canal de l'administration communale de son choix.

§ 2. Toutefois, par dérogation au § 1er, les demandes en obtention de l'autorisation introduites simultanément pour dix personnes au moins, exerçant l'activité ambulante pour le compte d'une même personne ou société peuvent être introduites directement auprès du Ministère des Classes moyennes par la personne pour le compte de laquelle les salariés intéressés agissent ou par la personne chargée de la gestion journalière de la société. Lorsqu'il sera fait usage de cette faculté, chaque demande sera accompagnée de la photo du demandeur.

§ 3. La demande visant à obtenir l'autorisation d'effectuer une des ventes prévues à l'article 1er, 2° ou 4°, du même arrêté royal, doit être effectuée sur le formulaire prévu à cet effet et adressée, par lettre recommandée à la poste, au Ministère des Classes moyennes.

Art. 2. Toute demande en obtention, en remplacement, en modification ou en renouvellement de l'autorisation est soumise à une taxe forfaitaire de 500 francs, acquittée par l'apposition de timbres fiscaux sur le formulaire introductif. Toutefois, la taxe s'élève à 2 000 francs pour les demandes visant à obtenir l'autorisation d'effectuer une vente au sens de l'article 1er, 4°, de l'arrêté royal précité du 6 août 1987. Les demandes visant à obtenir l'autorisation d'effectuer une vente prévue à l'article 1er, 2°, du même arrêté royal sont dispensées de cette taxe.

Art. 3. Toute demande en renouvellement doit être introduite entre le nonantième et le soixantième jour précédant le terme de validité de l'autorisation en cours.

Art. 4. L'autorisation dont on sollicite le renouvellement ou la modification, doit être jointe à la demande en renouvellement ou en modification; en échange de cette autorisation, l'administration communale délivre une attestation provisoire, exempte de taxe, rédigée selon le modèle conforme à l'annexe II. Une attestation semblable est délivrée en cas de demande de remplacement d'une autorisation égarée; l'attestation doit être restituée à l'autorité qui l'a délivrée lors de la remise de la nouvelle autorisation ou au reçu de la signification de refus.

Art. 5. § 1er. Les autorisations d'exercer une activité ambulante autre que celles visées à l'article 1er, 2° ou 4°, de l'arrêté royal du 6 août 1987 revêtent la forme d'une carte conforme à l'un des modèles repris en annexe I du présent arrêté.

La carte délivrée pour l'exercice d'une activité ambulante pour compte personnel, en qualité de personne chargée de la gestion journalière d'une société ou en qualité d'intermédiaire indépendant est de couleur bleue. Les autres cartes sont de couleur rose.

§ 2. Ces autorisations sont délivrées par le Ministre des Classes moyennes ou par son délégué, par l'intermédiaire de l'administration communale. Toutefois, dans l'hypothèse prévue à l'article 1er, § 2, du présent arrêté, les autorisations sont délivrées à la personne pour le compte de laquelle les salariés intéressés agissent ou à la personne chargée de la gestion journalière de la société.

§ 3. L'autorisation de pratiquer une vente visée à l'article 1er, 2° ou 4°, de l'arrêté royal du 6 août 1987 est délivrée par le Ministre des Classes moyennes ou par son délégué et notifiée directement au demandeur.

Art. 6. Les décisions de refus motivées, doivent être notifiées aux intéressés selon la procédure prévue pour la délivrance des autorisations.

Art. 7. Les autorisations mentionnent expressément l'objet de l'activité ambulante. Elles ne sont valables que si elles sont revêtues du sceau du Département et de la signature du Ministre ou du fonctionnaire délégué par lui.

Les autorisations autres que celles visées à l'article 5, § 3, du présent arrêté doivent porter une photo récente et ressemblante du titulaire.

Cette photo est apposée par le Ministère des Classes moyennes ou par l'administration communale qui la revêt de son sceau lorsqu'elle est chargée de la remise de la carte.

worden gericht aan het Ministerie van Middenstand. Dit geschiedt door toedoen van het bestuur van de gemeente waar de aanvrager zijn hoofdverblijf heeft, door middel van het formulier dat door het Ministerie van Middenstand ter beschikking van dat bestuur wordt gesteld.

De aanvraag van een persoon die geen verblijfplaats heeft in België, wordt ingediend via het gemeentebestuur van zijn keus.

§ 2. In afwijking van § 1, mogen evenwel de aanvragen tot het verkrijgen van de machtiging, welke gelijktijdig worden ingediend voor ten minste tien personen die de ambulante activiteit uitoefenen voor rekening van één en dezelfde persoon of vennootschap, rechtstreeks bij het Ministerie van Middenstand worden ingediend door de persoon voor wiens rekening de betrokken werknemers optreden of door de persoon belast met het dagelijks bestuur van de vennootschap. Wanneer van deze mogelijkheid gebruik zal gemaakt worden, dient elke aanvraag vergezeld te gaan van de foto van de aanvrager.

§ 3. De aanvraag tot het verkrijgen van de machtiging tot een van de in artikel 1, 2° of 4°, van hetzelfde koninklijk besluit vermelde verlopen moet geschieden op het daartoe bestemde formulier en bij ter post aangetekende brief worden gericht aan het Ministerie van Middenstand.

Art. 2. Elke aanvraag tot het verkrijgen, het vervangen, het wijzigen of het vernieuwen van de machtiging is onderworpen aan een forfaitaire taks van 500 frank, die wordt voldaan door het aanbrengen van fiscale zegels op het aanvraagformulier. De taks bedraagt evenwel 2 000 frank voor de aanvragen tot het verkrijgen van de machtiging tot een verkoop als bedoeld in artikel 1, 4°, van het eerdervermelde koninklijk besluit van 6 augustus 1987. De aanvragen tot verkrijging van de machtiging tot een in artikel 1, 2°, van hetzelfde koninklijk besluit vermelde verkoop zijn vrijgesteld van taks.

Art. 3. Elke aanvraag tot vernieuwen moet worden ingediend tussen de negentigste en de zestigste dag die voorafgaat aan de datum waarop de geldigheid van de lopende machtiging verstrijkt.

Art. 4. De machtiging waarvan de vernieuwing of de wijziging wordt gevraagd, moet worden gevoegd bij de vernieuwings- of wijzigingsaanvraag; in ruil voor die machtiging geeft het gemeentebestuur een voorlopig getuigschrift af, dat vrij is van taks en dat is opgesteld volgens het met bijlage II overeenstemmend model. Dergelijk getuigschrift wordt eveneens afgegeven in geval van aanvraag tot het vervangen van een verloren machtiging; dit getuigschrift dient bij de afgifte van de nieuwe machtiging of bij de ontvangst van de betekening van de weigering te worden teruggegeven aan de overheid die het heeft afgegeven.

Art. 5. § 1. De machtigingen tot het uitoefenen van een andere ambulante activiteit dan die bedoeld in artikel 1, 2° of 4°, van het koninklijk besluit van 6 augustus 1987 hebben de vorm van een kaart die overeenstemt met een van de in bijlage I van dit besluit voorkomende modellen.

De kaart die aan de aanvrager wordt afgegeven voor het uitoefenen van een ambulante activiteit voor eigen rekening, als persoon belast met het dagelijks bestuur van een vennootschap of als zelfstandig tussenpersoon, heeft een blauwe kleur. De andere kaarten hebben een roze kleur.

§ 2. Deze machtigingen worden, door toedoen van het gemeentebestuur, afgegeven door de Minister van Middenstand of zijn gemachtigde. In de in artikel 1, § 2, van dit besluit vermelde onderstelling worden de machtigingen evenwel afgegeven aan de persoon voor wiens rekening de betrokken werknemers optreden of aan de persoon belast met het dagelijks bestuur van de vennootschap.

§ 3. De machtiging tot een verkoop bedoeld in artikel 1, 2° of 4°, van het koninklijk besluit van 6 augustus 1987 wordt afgegeven door de Minister van Middenstand of zijn gemachtigde en wordt rechtstreeks ter kennis gebracht van de aanvrager.

Art. 6. De met redenen omklede weigeringsbeslissingen moeten aan de betrokkenen worden betekend volgens de procedure waarin is voorzien voor de afgifte van de machtigingen.

Art. 7. De machtigingen vermelden uitdrukkelijk waarin de ambulante activiteit bestaat. Zij zijn slechts geldig indien zij bekleed zijn met het zegel van het Departement en getekend zijn door de Minister of door de door hem gemachtigde ambtenaar.

De andere machtigingen dan die bedoeld in artikel 5, § 3, van dit besluit moeten voorzien zijn van een recente en goed gelijkende foto van de houder.

Deze foto wordt aangebracht door het Ministerie van Middenstand of door het gemeentebestuur dat deze bekleedt met zijn zegel wanneer het belast is met de aflevering van de kaart.

Art. 8. La délivrance d'une première autorisation ou d'une autorisation renouvelée est soumise à une taxe de 1 500 francs sauf s'il s'agit d'une venete visée à l'article 1er, 2^o ou 4^o, de l'arrêté royal du 6 août 1987.

Cette taxe est acquittée au moyen de timbres fiscaux apposés sur l'autorisation.

Ces timbres sont annulés par l'administration communale ou par le Ministère des Classes moyennes lorsque l'autorisation est délivrée directement par ce dernier.

Art. 9. § 1er. Toute autorisation délivrée sous la forme prévue à l'article 5, § 1er, du présent arrêté, s'accompagne d'une copie destinée au registre du commerce ainsi que de copies envoyées à l'administration communale, au Ministère des Finances, à l'Institut national de Statistique; lorsque l'autorisation est délivrée à un étranger, copie en est également transmise au Ministère de la Justice.

§ 2. En cas de délivrance d'une autorisation prévue à l'article 5, § 3, du présent arrêté, il en est envoyé copie au Ministère des Finances et à l'Inspection générale économique du Ministère des Affaires économiques.

Art. 10. La durée de validité de l'autorisation est de six ans au maximum, à compter du premier jour du mois suivant la décision d'octroi.

Toutefois, l'autorisation accordée aux personnes visées à l'article 1er, alinéa 2, 2^o ou 5^o, de la loi du 13 août 1986 relative à l'exercice des activités ambulantes vient à échéance à la même date que celle concernant la personne pour le compte de qui l'activité est exercée ou, s'il s'agit d'une société, de la personne chargée de sa gestion journalière.

Art. 11. Sans que la durée maximum de six ans puisse être dépassée, il pourra être dérogé à la durée de validité fixée à l'article précédent, sur demande motivée ou pour des raisons d'ordre social, moral ou administratif, par le fonctionnaire délégué pour décider de l'octroi de la carte.

Art. 12. Les titulaires d'autorisation doivent être en possession de leur autorisation lors de l'exercice de leur activité. Elle doit être présentée à toute réquisition de la police, de la gendarmerie et des fonctionnaires chargés de la surveillance et du contrôle de l'activité ambulante.

Art. 13. § 1er. Les personnes autorisées à exercer, sur les marchés publics ou sur la voie publique, une activité ambulante pour leur compte personnel ou en qualité d'intermédiaire indépendant doivent placer sur leur échoppe ou sur leur véhicule, une plaque d'identification mentionnant leur nom, prénom, adresse, numéro d'immatriculation au registre du commerce et numéro d'autorisation.

§ 2. Celles autorisées à pratiquer cette activité en qualité de personne chargée de la gestion journalière d'une société doivent y mentionner la dénomination de la société, son siège social, son numéro d'immatriculation au registre du commerce et le numéro de leur autorisation personnelle.

§ 3. Ceux qui exercent cette même activité en qualité d'aidant ou de salarié, doivent y mentionner leur nom, prénom et adresse ainsi que le numéro d'immatriculation au registre du commerce et celui de l'autorisation d'activité ambulante de la personne pour le compte de qui l'activité est exercée.

Art. 14. Les titulaires d'autorisation qui exercent leur activité de porte à porte, doivent présenter leur autorisation à la clientèle sollicitée, avant toute offre en vente.

Art. 15. Les titulaires d'une autorisation revêtant la forme prévue à l'article 5, § 1er, du présent arrêté qui cessent leur activité, doivent remettre leur carte dans les deux mois, à l'administration communale de leur résidence principale.

L'administration communale intéressée transmet ces autorisations dans les huit jours, au Ministère des Classes moyennes.

Art. 16. L'arrêté ministériel du 10 mars 1970 portant exécution de l'arrêté royal du 28 novembre 1939 et les arrêtés qui le modifient sont abrogés.

Bruxelles, le 30 septembre 1987.

Le Ministre des Classes moyennes,
J. BUCHMANN

Le Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes,
G. MUNDELEER

Art. 8. De afgifte van een eerste machtiging of van een vernieuwde machtiging is onderworpen aan een taks van 1 500 frank, behalve wanneer het gaat om een verkoop bedoeld in artikel 1, 2^o of 4^o, van het koninklijk besluit van 6 augustus 1987.

Die taks wordt voldaan door het aanbrengen van fiskale zegels op de machtiging.

Die zegels worden onbruikbaar gemaakt door het gemeentebestuur of, wanneer de machtiging rechtstreeks door het Ministerie van Middenstand wordt afgegeven, door dit ministerie.

Art. 9. § 1. Bij elke machtiging die in de in artikel 5, § 1, van dit besluit vermelde vorm wordt afgegeven, worden gevoegd: een afschrift dat bestemd is voor het handelsregister, alsmede afschriften die worden gezonden aan het gemeentebestuur, aan het Ministerie van Financiën en aan het Nationaal Instituut voor de Statistiek; wanneer de machtiging wordt afgegeven aan een vreemdeling, dan wordt een dergelijk afschrift eveneens toegezonden, aan het Ministerie van Justitie.

§ 2. Wanneer een in artikel 5, § 3, van dit besluit vermelde machtiging wordt afgegeven, dan wordt een afschrift ervan gezonden aan het Ministerie van Financiën en aan de Economische Algemene Inspectie van het Ministerie van Economische Zaken.

Art. 10. De machtiging is geldig voor een duur van ten hoogste zes jaar, te rekenen vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de beslissing tot toekenning.

De machtiging toegekend aan de personen bedoeld in artikel 1, tweede lid, 2^o of 5^o, van de wet van 13 augustus 1986 betreffende de uitoefening van ambulante activiteiten vervalt op dezelfde datum als die van de persoon voor wiens rekening de activiteit wordt uitgeoefend of, indien het gaat om een vennootschap, van de persoon belast met het dagelijks bestuur.

Art. 11. Zonder dat de maximumduur van zes jaar mag worden overschreden, kan, op met redenen omklede aanvraag of om redenen van sociale, morele of administratieve aard, van de in het voorgaand artikel vermelde geldigheidsduur worden afgeweken door de ambtenaar die gemachtigd is om te beslissen over de toekenning van de kaart.

Art. 12. De houders van een machtiging moeten daarvan in het bezit zijn bij de uitoefening van hun activiteit. Zij moet worden vertoond op elk verzoek van de politie, van de rijkswacht en van de ambtenaren die belast zijn met het toezicht en de controle op de ambulante activiteit.

Art. 13. § 1. De personen die ertoe gemachtigd zijn op de openbare markten of op de openbare weg een ambulante activiteit uit te oefenen voor eigen rekening of als zelfstandig tussenpersoon moeten op hun kraam of op hun voertuig een identificatiebord plaatsen waarop hun naam, voornaam, adres, nummer van inschrijving in het handelsregister en nummer van machtiging zijn vermeld.

§ 2. De personen die ertoe gemachtigd zijn die activiteit uit te oefenen als persoon belast met het dagelijks bestuur van een vennootschap moeten er de naam van de vennootschap, haar maatschappelijke zetel, haar nummer van inschrijving in het handelsregister alsmede het nummer van hun eigen machtiging op vermelden.

§ 3. Zij die deze zelfde activiteit uitoefenen als helper of als werknemer moeten er hun naam, voornaam en adres op vermelden, alsmede het nummer van inschrijving in het handelsregister en het nummer van de machtiging tot ambulante activiteit van de persoon voor wiens rekening de activiteit wordt uitgeoefend.

Art. 14. De houders van een machtiging die hun activiteit uitoefenen van deur tot deur, moeten hun machtiging aan de aangezochte cliëntel tonen alvorens hun waar te koop aan te bieden.

Art. 15. De houders van een machtiging van de in artikel 5, § 1, van dit besluit vermelde vorm, die hun activiteit stopzetten, moeten binnen twee maanden na de stopzetting hun kaart inleveren bij het bestuur van de gemeente waar zij hun hoofdverblijf hebben.

Het betrokken gemeentebestuur zendt die machtigingen binnen acht dagen toe aan het Ministerie van Middenstand.

Art. 16. Het ministerieel besluit van 10 maart 1970 tot uitvoering van het koninklijk besluit van 28 november 1939 en de besluiten waarbij het wordt gewijzigd, worden opgeheven.

Brussel, 30 september 1987.

De Minister van Middenstand,
J. BUCHMANN

De Staatssecretaris voor Middenstand,
G. MUNDELEER